

• **Décembre 2020/Janvier 2021 • Numéro 180** •

****

Edito : Les meilleurs vœux du Cactus… Mais, suspense intolérable : 2021 sera-t-il pire que 2020 ?*Par Jean-Luc Gonneau illustration glanée sur le net par Benoist Magnat*

*Au nom de l’équipe de la Gauche Cactus, je vous présente mes meilleurs vœux pour l’année qui commence, pour vous-même et vos proches. Que vous échappiez à la pandémie (statistiquement et moyennant quelques prudences, ça devrait le faire) et votre santé protégée, que vous ne soyez pas touché.es par la crise sociale et économique qui est, déjà, en cours, que vos libertés et vos plaisirs ne soient pas menacés (ça, c’est pas gagné).*

*Mais, au moment où vous voudrez bien lire ces lignes, le suspense est bien là : 2021 sera-t-il pire que 2020 ? Le discours farcesque des vœux présidentiels fait craindre le pire. Vous pourrez en lire une description très pimentée dans le texte de Julie d’Aiglemont reproduit dans ces colonnes. Enfin quoi, après la palinodie des masques, la pénurie hospitalière, les ratages des tests et maintenant les vaccinations au compte-goutte, il faut un sacré culot présidentiel pour claironner que tout a été bien fait. Nos concitoyens ont été bien bons de se plier aux exigences parfois contradictoires, parfois ineptes (exemples : masque baissé dans une rue déserte = 135 euros, traverser la rue, non pas pour chercher un emploi, on sait que ça ne marche pas, mais pour acheter du pain sans attestation, même tarif). On met certes en exergue, avec l’appui vigilant des chaînes d’«information» en continu de l’infime minorité qui a fait fi des prudences élémentaires.*

*Surveiller les citoyens, et particulièrement les militants attachés à la justice sociale et à la liberté, les punir parfois (violences* policières *ou* de policiers*, comme vous voudrez), museler les lieux culturels, argüer que restos et bistrot, lieux conviviaux par excellence, sont les plus graves sources de contamination (là aussi, les professions bistrotières ont donné des gages de sérieux, et là aussi, une faible minorité d’irresponsables condamne une immense majorité d’établissements respectueux des prudences élémentaires) que les transports en commun bondés aux heures de pointe, notamment pour les salariés des quartiers populaires pour lesquels le télétravail est rarement de mise. Qu’en sera-t-il en 2021 ? La police cognera-t-elle moins ? Les lieux de convivialité finiront sans doute par ouvrir à nouveau (enfin, ceux qui auront survécu à tant de mois de fermeture, car la casse risque d’être énorme), mais il faudra probablement du temps pour réapprendre le vivre ensemble.*

*Il n’y a pas que la santé et le plaisir dans la vie, il y a aussi le salaire du travail (oui, oui, on sait, le travail peut* aussi *être un plaisir, mais pas toujours, hein). Et là, c’est la boule au ventre pour beaucoup. Peut-on croire au youp-là-boum présidentiel, et hop, au printemps, c’est reparti comme avant, et même mieux ? Les licenciements (oups, pardon, plans sociaux) sont en route, les faillites augmentent, les dettes s’accumulent, qu’il faudra bien payer un jour si la macronie perdure. Et qui paiera un jour ? Devinez. Après la crise sanitaire (au fait, «ségur de la santé» ou pas, on continue de fermer des lits hospitaliers, vous le saviez ?), la crise économique et sociale. Et comme Michel Audiard le fait dire à Bernard Blier : «C’est la même équipe qui gère ?».*

*Un mot de plus, quand même, à propos des vœux présidentiels. Quel conseiller en com’ lui a donné l’idée de livrer en pâture au public quelques français montés en épingle alors qu’ils n’en demandaient pas tant. Navrante nanardise qui en dit long sur la disette créative de notre cher président*

*Il y a donc urgence à prier Emmanuel Macron de retourner à ses talents bancaires, et sa cour de réintégrer qui leurs administrations respectives, qui la pub ou les relations publiques. Le danger, c’est de tomber sur pire. C’est moi ou la Le Pen, même chantage qu’en 2017. Pour éviter ce dilemme infernal, la gauche, dans le système électoral fort peu démocratique qui est le nôtre, n’a pas d’autre choix que de présenter un front uni. C’est aujourd’hui loin d’être le cas. Nous aimerions qu’elle comprenne, la gauche, que nous sommes dans un cas d’urgence politique. Chacun des actuels candidats potentiels, par ordre alphabétique, Hidalgo, Jadot, Mélenchon, Montebourg, Piolle, Roussel (et d’autres peut-être qui apparaîtront) peut légitimement estimer qu’il est en mesure de défendre ses idées en étant candidat à la présidence de la république. Soit. Que chacun mène sa campagne au long de l’année qui commence, soit. Mais il nous semble que l’heure de l’élection approchant, et parce que le changement est urgent, il serait inconséquent de maintenir des candidatures de témoignage, estimables sur le fond mais condamnées à l’échec et condamnant ainsi les chances de la gauche. Dans les mois qui viennent, les rapports de force auprès de l’opinion donneront des indications sur la solution la plus crédible pour l’emporter. Ce sera alors le temps du «tous ensemble, tous ensemble», repris tant de fois dans les manifs. Voilà notre vœu pour 2021.*

*Ah, au fait, ne soyez pas étonnés de l’absence dans notre liste de potentiels impétrants des noms par ordre alphabétique Hollande, Royal, Vals. Nous avons une conception assez large de ce qu’est la gauche, mais il y a des limites.*

**

## Au sommaire de ce numéro

**De la justice à la démocratie en passant par les cloches** Il est bon, parfois, d’exhumer d’un relatif oubli un texte d’un grand auteur. Ce sera notre cadeau de noël de reprendre ici ce discours superbe de l’immense écrivain **José Saramago** (1922-2010) prononcé devant un congrès d’Attac en 2002, publié en son temps par le Monde Diplomatique. Prix Nobel de littérature, José Saramago fut aussi un militant, longtemps compagnon de route du Parti Communiste Portugais.

**Vaccinés ? Yann Fiévet** profite de ce début d’année pour faire un de ses bilans sans concessions dont il a le secret, toujours redoutablement argumenté. Si ça peut contribuer pour vacciner nos concitoyens contre le virus marconien en 2222. *Illustration glanée sur le net par* ***Benoist Magnat.***

**Violences faites aux femmes : une Grande Cause Nationale du quinquennat sans caractère de gravité ?** Entre les grands discours présidentiels(et pour ce sujet, les numéros de com’ de madame Schiappa) et la réalité**, Fatima Benomar**, cofondatrice du collectif Les Effronté-es nous montre qu’à ce sujet, comme hélas dans bien d’autres, un gouffre. Les discours enfument, et des femmes continuent à subir.

**Syntaxe et délires associés... (ou exercice de rien)** Poète, auteur, compositeur, musicien, **José Vala** se méfie des pièges de la «Sainte axe», qu’il déjoue dans ce texte sarcastique pour notre plus grand bonheur.

[Chroniques du règne de Manu le Petit](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R). Les «chroniques anachroniques», exercices drôlatiques transférant les tribulations de nos présidents monarques au temps de la monarchie tout court, sont un genre littéraire né dans les colonnes du Canard Enchainé. Voici quelques années, notre ami Claude Soufflet s’y colla avec talent. Aujourd’hui, Julie d’Aiglemont conte avec bonheur et humour féroce les tribulations de notre actuel président et de sa cour sur sa page facebouque, fort recommandable (sa page, pas forcément facebouque). Nous reprenons ici deux de ses plus récentes chroniques. *Illustration par elle-même.*

La République. Oui, mais laquelle ? Du Rassemblement National au NPA, toute la classe politique a la république à la bouche, le plus souvent sans lui donner grand sens. Patrick Le Hyaric, directeur de l’Humanité et ex député européen, propose avec sérieux une vision de ce que pourrait être une république… républicaine.

**Des dieux aux truands.** Les religions monothéistes ont toujours montré une violente répulsion envers l’argent et la finance, nous dit, textes à l’appui, **Jacques-Robert Simon**. Dans les textes, certes, dans les faits, bien moins souvent. Il nous propose une de ces minifresques dont il a le secret pour analyser la marche de la cupidité pour gouverner le monde. *Illustration glanée sur le net par* ***Iradj Ziaj***

Et en plus, un dessin de Jancry et une drôle de photo glanée par Benoist Magnat car à la Gauche Cactus, l’humour et la culture sont le sel de la vie (et aussi d’excellentes armes politiques si on sait les manier)

**De la justice à la démocratie en passant par les cloches**

*Par José Saramago*

Je commencerai par vous raconter en très peu de mots un épisode remarquable de la vie paysanne qui eut lieu dans un village des environs de Florence, il y a plus de quatre cents ans. Je me permets de demander toute votre attention pour cet important événement historique parce que, contrairement à l’habitude, la leçon morale à tirer de cet épisode n’aura pas à attendre la fin du récit ; elle ne tardera pas à vous sauter aux yeux. Les habitants étaient chez eux ou travaillaient dans leurs champs, chacun vaquant à ses affaires, quand, soudain, on entendit sonner la cloche de l’église. En ces temps de piété (nous parlons de quelque chose qui arriva au XVIe siècle), les cloches sonnaient plusieurs fois durant la journée ; il n’y avait donc pas de raison de s’en étonner. Cependant, cette cloche sonnait le glas tristement, et cela, oui, c’était surprenant, étant donné que l’on n’avait pas eu connaissance de l’agonie de quelqu’un du village. Les femmes sortirent donc dans la rue, les enfants se rassemblèrent, les hommes abandonnèrent leur labour ou leur travail, et, peu de temps après, ils étaient tous réunis sur le parvis de l’église, attendant qu’on leur dise qui ils devaient pleurer. La cloche sonna encore durant quelques minutes, mais, finalement, elle se tut.

Quelques instants plus tard, la porte s’ouvrait et un paysan apparaissait sur le seuil. Alors, puisque cet homme n’était pas celui qui était chargé habituellement de sonner la cloche, on comprend que les habitants lui aient demandé où se trouvait le sonneur et qui était mort : *«Le sonneur n’est pas ici, c’est* *moi qui ai sonné la cloche»,* répondit le paysan. *«Mais alors, personne n’est mort ?»,* insistèrent les habitants ; le paysan répondit à nouveau : *«Non, pas quelqu’un qui aurait un nom et l’aspect d’une* *personne, j’ai sonné le glas pour la Justice, parce que la Justice est morte.»* Qu’est-ce qui s’était passé ? Il s’était passé que le cupide seigneur de la région (quelque comte ou marquis sans scrupule) changeait depuis longtemps les bornes des limites de ses terres, et les faisait avancer à l’intérieur du petit lopin de terre du paysan, et chaque avancée réduisait un peu plus ce lopin. La victime avait commencé par protester et réclamer contre l’injustice, ensuite, elle implora la compassion et, finalement, décida de se plaindre aux autorités et de demander la protection de la justice. Tout cela demeura sans résultat et la spoliation continua. Alors, désespéré, il décida d’annoncer *urbi et orbi* (un village est à l’exacte dimension du monde pour celui qui y a toujours vécu)

la mort de la Justice.

Peut-être avait-il pensé que son geste d’indignation exaltée réussirait à émouvoir et mettrait en branle toutes les cloches de l’univers, sans distinction de race, de credos et de coutumes, et que toutes, sans exception, accompagneraient son glas pour la mort de la Justice et ne se tairaient pas avant que celle-ci ne ressuscite. Une telle clameur, volant de maison en maison, de village en village, de ville en ville, sautant par-dessus les frontières, lançant des ponts sonores au-dessus des rivières et des mers, devrait forcément réveiller le monde endormi... Je ne sais pas ce qui arriva ensuite ; je ne sais pas si le bras populaire vint aider le paysan à remettre les bornes à leur place, ou si les habitants, une fois la Justice déclarée défunte, étaient retournés, tête basse et l’âme en berne, à leur triste vie quotidienne. Il est bien avéré que l’Histoire ne nous raconte jamais tout...

Je suppose que ce fut la seule fois où, en un endroit quelconque du monde, une cloche, un bourdon de bronze inerte, après avoir tant sonné pour la mort d’êtres humains, pleura la mort de la Justice. On n’entendit plus jamais ce glas funèbre du village de Florence, mais la Justice continua et continue à mourir tous les jours. Aujourd’hui même, en cet instant où je vous parle, loin ou près d’ici, à la porte de notre maison, quelqu’un la tue. A chaque fois qu’elle meurt, c’est comme si finalement elle n’avait jamais existé pour ceux qui avaient eu confiance en elle, pour ceux qui attendaient d’elle ce que nous avons tous le droit d’attendre de la Justice : la justice, simplement la justice. Non point celle qui se drape dans des tuniques de théâtre et nous entortille avec des fleurs de vaine rhétorique judiciaire. Non point celle qui a permis qu’on lui bande les yeux et que l’on falsifie le poids de la balance ; non point celle dont l’épée coupe plus d’un côté que de l’autre, mais une justice humble, une justice compagne quotidienne de l’homme, une justice pour laquelle juste serait exactement, rigoureusement synonyme d’éthique ; une justice qui réussirait à être aussi indispensable au bonheur de l’esprit que l’est la nourriture du corps pour la vie. Une justice exercée par les tribunaux, sans doute, dans tous les cas prévus par la loi, mais, aussi et surtout, une justice qui soit l’émanation spontanée de la société elle-même agissante ; une justice dans laquelle se manifeste, comme un impératif moral incontournable, le respect pour *le droit à l’existence* qui est celui de tout être humain. Mais les cloches, heureusement, ne sonnaient pas seulement pour pleurer ceux qui mouraient. Elles sonnaient aussi pour indiquer les heures du jour et de la nuit, pour appeler les croyants à la fête ou à la dévotion ; et il y eut une époque, pas si lointaine, où c’était le tocsin qui avertissait la population en cas de catastrophes, d’inondations ou d’incendies, de désastres ou de tout autre danger qui aurait menacé la communauté. Aujourd’hui, le rôle social des cloches se trouve limité à l’accomplissement des obligations rituelles, et l’acte illuminé du paysan de Florence serait considéré comme l’œuvre démente d’un fou, ou, pis encore, comme une simple affaire de police. Ce sont d’autres cloches, bien différentes, qui, aujourd’hui, défendent et affirment la possibilité, enfin, de l’implantation dans le monde de cette justice compagne de l’homme, de cette justice qui est la condition du bonheur de l’esprit et même, pour aussi surprenant que cela puisse nous paraître, la condition de la nourriture même du corps.

Cette justice existerait-elle, qu’il n’y aurait plus un seul être humain mourant de faim ou de toutes ces maladies guérissables pour les uns, mais pas pour les autres. Cette justice existerait-elle, que l’existence ne serait plus, pour plus de la moitié de l’humanité, la condamnation terrible qu’elle a été jusqu’à présent. Ces cloches nouvelles, dont l’écho se répand, chaque fois plus fort, à travers le monde entier, ce sont les multiples mouvements de résistance et de mobilisation sociale luttant pour l’avènement d’une nouvelle justice distributive et transformatrice que tous les êtres humains puissent parvenir à reconnaître comme intrinsèquement leur justice ; une justice protectrice de la liberté et du droit, et en aucune façon de ce qui les nie.

J’ai dit que, pour cette justice, nous disposons déjà d’un code d’application pratique à la portée de tout entendement, et que ce code se trouve consigné depuis cinquante ans dans la Déclaration universelle des droits de l’homme, ces trente droits de base essentiels dont on ne parle plus que vaguement, quand on ne les passe pas systématiquement sous silence. Ils sont plus méprisés et souillés de nos jours que ne le furent, il y a quatre cents ans, la propriété et la liberté du paysan de Florence. Et j’ai dit aussi que la Déclaration universelle des droits de l’homme, telle qu’elle est rédigée, et sans qu’il soit nécessaire d’en modifier ne serait-ce qu’une virgule, pourrait remplacer avantageusement, en ce qui concerne la rectitude des principes et la clarté des objectifs, les programmes de tous les partis politiques de la Terre.

Je pense notamment à ceux de ce que l’on appelle la gauche, ankylosés dans des formules caduques, non concernés ou impuissants pour affronter les réalités brutales du monde actuel, fermant les yeux aux menaces déjà évidentes et redoutables que le futur nous prépare contre cette dignité rationnelle et sensible qui est, nous l’imaginons, la suprême aspiration des êtres humains. J’ajouterai que ces mêmes raisons qui me conduisent à me référer aux partis politiques en général, je les retiens de la même manière pour les syndicats de chaque pays, et, en conséquence, pour le mouvement syndical international dans son ensemble. D’une manière consciente ou inconsciente, le syndicalisme docile et bureaucratisé qui nous reste est, en grande partie, responsable de l’assoupissement social qui découle du processus de globalisation économique en cours. Cela ne me réjouit pas de le dire, mais je ne saurais le taire. Et même, si l’on m’autorise à ajouter quelque chose de mon cru aux fables de La Fontaine, je dirai alors que, si nous n’intervenons pas à temps, c’est-à-dire tout de suite, la souris des droits de la personne finira par être implacablement dévorée par le chat de la globalisation économique.

Et la démocratie, cette invention millénaire d’Athéniens ingénus pour lesquels elle devait signifier, dans le contexte social et politique particulier de cette époque, et selon l’expression consacrée, un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ? J’entends souvent des personnes sincères, dont la bonne foi est prouvée, et d’autres qui ont intérêt à simuler cette apparence de bonnes dispositions, soutenir ceci : bien que l’état catastrophique dans lequel se trouve la majeure partie de la planète soit une évidence indéniable, ce sera précisément dans le cadre d’un système démocratique général que nous aurons le plus de probabilités d’arriver à faire respecter pleinement, ou tout au moins de manière satisfaisante, les droits de la personne. Rien de plus sûr, à condition que soit effectivement démocratique le système de gouvernement et de gestion de la société qu’actuellement nous appelons démocratie. Et il ne l’est pas. C’est vrai que nous pouvons voter, c’est vrai que nous pouvons, par délégation de souveraineté que l’on nous reconnaît comme citoyens électeurs et normalement par la voie des partis, choisir nos représentants au Parlement. C’est vrai enfin que, de l’importance numérique de telles représentations et de combinaisons politiques que la nécessité d’une majorité viendrait imposer, sortira toujours un gouvernement. Tout cela est vrai, mais il est vrai également que la possibilité d’action démocratique commence et finit là.

L’électeur pourra renverser un gouvernement qui ne lui plaît pas et le remplacer par un autre, mais son vote n’a jamais eu, n’a pas, et n’aura jamais un quelconque effet visible sur l’unique force réelle qui gouverne le monde, et par conséquent son pays et sa personne : je fais allusion, évidemment, au pouvoir économique, en particulier au secteur en augmentation constante, qui est géré par les entreprises multinationales selon des stratégies de domination qui n’ont rien à voir avec ce bien commun auquel, par définition, aspire la démocratie. Nous savons tous qu’il en va ainsi et, malgré cela, par une sorte d’automatisme verbal et mental qui ne nous permet pas de voir les faits dans leur nudité sans fard, nous continuons à parler de démocratie. A en parler comme s’il s’agissait de quelque chose de vivant et d’efficace, alors qu’il ne nous reste guère autre chose d’elle que cet ensemble de formes ritualisées, les passes inoffensives et les gestes d’une sorte de messe laïque. Et nous ne nous apercevons pas, comme si pour cela il ne suffisait pas d’avoir des yeux, que nos gouvernements, ceux-là mêmes que, pour le meilleur et le pire, nous avons élus et dont nous sommes par conséquent les premiers responsables, se transforment chaque jour davantage en simples «commissaires politiques» du pouvoir économique, avec la mission objective d’élaborer les lois qui conviennent à ce pouvoir. Ensuite ces lois, enveloppées dans les édulcorants de la publicité intéressée, officielle ou privée, seront introduites sur le marché social sans provoquer trop de protestations, si ce n’est celles de certaines minorités éternellement mécontentes...

Que faire ? De la littérature à l’écologie, de la fuite des galaxies à l’effet de serre, du traitement des déchets aux embouteillages, tout se discute en ce monde. Mais le système démocratique, comme s’il s’agissait d’une donnée définitivement acquise, intouchable par nature jusqu’à la consommation des siècles, cela ne se discute pas. Alors, si je ne suis pas dans l’erreur, si je ne suis pas incapable d’additionner deux et deux, alors, parmi tant d’autres discussions nécessaires ou indispensables, il est urgent, avant qu’il ne soit trop tard, de promouvoir un débat mondial sur la démocratie et les causes de sa décadence ; sur l’intervention des citoyens dans la vie politique et sociale ; sur les relations entre les Etats et le pouvoir économique et financier mondial ; sur ce qui consolide et sur ce qui nie la démocratie ; sur le droit au bonheur et à une existence digne ; sur les misères et les espoirs de l’humanité, ou, pour parler de façon moins rhétorique, des simples êtres humains qui la composent, pris individuellement ou dans leur ensemble. Il n’est pas de pire erreur que celle de celui qui se trompe lui-même. C’est pourtant ainsi que nous vivons. Je n’ai rien à ajouter. Ou plutôt si, un seul mot, pour demander un instant de silence. Le paysan de Florence vient de monter une fois de plus au clocher de l’église, la cloche va sonner. Ecoutons-la, s’il vous plaît.

**Restrictions**

*Glané sur le net par Benoist Magnat*



**Vaccinés ?**

*Par Yann Fiévet . Illustration glanée sur le net par Benoist Magnat.*

A l’approche de la fin de l’année 2021 il sera temps de se demander si nos compatriotes sont bien vaccinés. Auront-ils alors enfin compris où se situent les vrais périls qui les menacent ? Auront-ils réussi à surmonter leur peur d’un futur incertain ? Auront-ils accepté de faire le bon choix en prenant le risque de quelques effets secondaires nécessaires à une entreprise de redressement véritable ? Ou bien choisiront-ils de reproduire leurs choix aventureux du passé ? Décideront-ils d’écouter leurs congénères les plus avisés afin de les suivre et ainsi éviter un nouveau choix funeste ? Bref, à quelques mois de l’élection présidentielle d’avril 2021 les Français seront-ils politiquement suffisamment vaccinés pour ne pas remettre une nouvelle fois leur destin entre les mains totalement débridées d’un homme - ou d’une femme - prétendument providentiel ? Il est aujourd’hui trop tôt pour le dire. La situation réclame pourtant déjà cette immunité salvatrice. Cependant, le risque demeure d’une nouvelle errance collective.

Le macronisme est un grandiose fiasco au regard des mirobolantes promesses que son incarnation trompeuse avait fait miroiter au début de l’année 2017. Il n’est plus guère que les éditorialistes des médias de masse pour oser encore édulcorer les effets du désastreux tableau que son auteur barbouille depuis déjà trois ans et demi. Surgi de nulle part, il promettait de renverser la table, des lendemains qui chanteraient enfin pour les plus modestes de ses concitoyens, d’apaiser le pays soumis à de trop fréquentes tensions, d’être à son écoute, d’empoigner enfin la crise écologique, etc. Il parlait bien, savait mettre en scène. C’est important dans la «société de communication» ! Mais, très vite l’on s’aperçut qu’au-delà des paroles et de la scénographie les actes susceptibles de provoquer des changements décisifs seraient fort minces. Dès novembre 2018 éclata la révolte des «gilets jaunes». Jupiter tenta de la calmer par des discours lénifiants, par l’organisation de «grands débats», en la discréditant de multiples manières. Elle se calma en effet mais pas en raison de ce qui vient d’être énoncé, plutôt grâce au recours à une répression policière sans précédent. Parallèlement le mouvement de contestation de la réforme des retraites avait ouvert un autre front. Et, comment ne pas se souvenir du mouvement qui souleva l’hôpital public dès la fin de l’année 2018 ? Si le pouvoir ne vacilla pas alors c’est probablement en raison du fait que la jonction de ces divers fronts ne se fît pas.

La fragilité du régime en place est donc bien antérieure à la survenue de la pandémie de la Covid 19 et son cortège d’approximations – le mot est faible – des mesures mises en œuvre pour nous en protéger. Les ingrédients de la continuité du régime sont désormais clairement identifiés par les observateurs non complaisants : une majorité macronienne confortable et docile à l’Assemblée Nationale, un recours accru à la répression policière des mouvements sociaux, le désarroi paralysant des plus démunis de nos concitoyens. Ajoutons qu’au fil des remaniements, le Gouvernement est devenu de plus en plus droitier. Il n’est pas exagéré de dire que la «crise sanitaire» n’a fait qu’aviver - après trois ans de pouvoir d’Emmanuel Macron - des tensions palpables depuis longtemps et qui allaient croissant. Incontestablement la pandémie a révélé l’ampleur des inégalités sociales dans le pays et seul le confinement mi-forcé mi-accepté empêche qu’elles ne débouchent sur de nouvelles révoltes. Le Général Darmanin, sarkoziste bon teint, n’a pas été nommé à l’Intérieur par hasard. Si «les violences policières n’existent pas» il n’est néanmoins plus possible de les cacher, pas plus que le racisme larvé d’une partie non négligeable de la Police. Hier réservées aux «quartiers difficiles» ces bouffées intolérables en sortent de plus en plus fréquemment et le nouveau « ministre de la police n’a plus qu’à les couvrir de son autoritarisme mal maîtrisé ou à changer la loi pour les dissimuler. Il convient de se rendre à l’évidence : la démocratie est désormais derrière nous !

Encore n’avons-nous fait là que mentionner quelques-unes des nombreuses insuffisances et dérives d’un pouvoir incarné par un homme seul, seul parce que souhaitant être seul maître à bord d’un navire voguant à l’aveuglette dès que l’ancre fut levée. Il conviendrait toutefois de mentionner le pitoyable épisode de la 3C, la chimérique Convention Citoyenne sur le Climat débouchant au final sur un Referendum-Tartuffe. En fait, nous pouvons d’ores-et-déjà répondre à notre interrogation de départ : nos compatriotes sont déjà correctement vaccinés, ils n’envisagent sûrement pas de voir - pour la plupart d’entre eux - Emmanuel Macron rester à l’Elysée au-delà de son calamiteux quinquennat. Du reste, le Président jupitérien semble moins sûr de lui à moins de dix-huit mois de l’échéance décisive. Il a récemment déclaré que peut-être il serait dans l’impossibilité de se représenter le moment venu. Le macronisme en tant qu’organisation – et sans doute même au plan des idées – s’avère de plus en plus n’être qu’une baudruche. Elle se dégonfle donc doucement ! La République en marche est une coquille presque vide, sans ancrages territoriaux, que ses membres et ses élus vont quitter un-à-un dans les mois qui viennent. Le roi alors sera nu ! Quand la Droite, de laquelle Jupiter est finalement issu, attend que Nicolas Sarkozy soit blanchi, dans toutes les affaires troubles qu’il a autrefois fomentées, pour pouvoir briguer un nouveau quinquennat, il est temps qu’une Gauche écologiste et solidaire organise enfin sérieusement la possibilité de son entrée sur la scène politique. Sinon, nous pourrions voir surgir une nouvelle candidature providentielle, pire encore que celle qui l’emporta en mai 2017.

 

**Violences faites aux femmes : une Grande Cause Nationale du quinquennat sans caractère de gravité ?**

*Par Fatima Benomar.*

Il y a quelques jours, Marlène Schiappa dénigrait publiquement le caractère grave des violences faites aux femmes. Commentant son passage du portefeuille égalité femmes-hommes à celui de la Citoyenneté, elle confiait au journal Le Monde : *"Mon quotidien ici n'a rien à voir avec l'égalité. Ici on s'apprête à rentrer à la maison et on reçoit un texto : un homme a été décapité. On est confronté à des choses tragiques en permanences. Pardon de le dire comme ça, mais on est davantage dans la gravité, dans des choses graves."*

Le 9 février 2019, [Les Effronté-es](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/R6SDKagg7FDfAG1QVzL89RWiXyKYk5DGcZdLMz59z7KtXKLEFXiLTk73yvCVAAnmd0hyJ-ztnUgmsKV4OJqS9dKyER29-omkdWVPK3GdpnksrypsMd0DqsBDKH2DDMS-I6jm2D3_M9dJ2KD8EJg3WBRYyToDlIFKv7JZMBnkqt7GQOUF2KV7TyycZX8WIFoBg5mSMzzqjgqsR_sUZJU2qbkqyrXWobqNK-4pVvxRMhKOcDCAiYzgY03ley7WXiKj7DEkLPMktBv73w) lui adressaient pourtant l'inventaire lugubre des 20 femmes tuées depuis le début de l'année en seulement 40 jours, soit une femme tous les deux jours : 9 abattues par arme à feu, 3 tuées à coups de couteau, 3 étranglées, 3 battues à mort, une brûlée vive et une défenestrée. Cela en fait, [des textos](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/1fB3C7PULghMq1RzhHNfSEnb90k9hF-8XQ40K2rHb6JtYn07lSZv63OfBDL4_6neEaQ-Gg6mr_esQuTSswzV_cuKNXiEk-azIFWK0ZVp9ejHP-IOJWviCPGqJ0HnGJ0nBWReEsq3SO-aDUoGElTPyo77Y3Wg8zdxaKbRdbNvwVXjkABDQZiN7j-_J8iaSXy7s0482H6wcuZ_SgPQiVGIlQ7ltCL977Q5xuK7HQITu-S0QPVw1dGbErFGG3XnZRleWJ627Xl-J4r39w) macabres.

La semaine dernière, la France et le gouvernement s'émouvaient du sort des 3 gendarmes dont la vie a été fauchée en voulant sauver in extremis l'ex-épouse de Frédérik Limol, qui voulait la tuer. Ils ont perdu la vie parce que c'était trop tard, à cause d'une chaine de négligence dramatiquement habituelle dans ce genre d'affaires, que nous ne cessons de dénoncer. Sans surprise pour nous, la victime a déclaré aujourd'hui avoir donné *"des dizaines d'alertes"* sur cet ex-mari à la police, aux gendarmes, à l'aide à l'enfance : Violences, achat d'armes, intimidations, menaces de mort après leur séparation, conflit autour de la garde de leur fillette. En vain. Ses mots résument l'impuissance politique organisée autour d'elle : *"J’ai même écrit à Marlène Schiappa"* et *"On m’a dit à chaque fois qu’il allait certainement se calmer."*

Des propos coupables. Il ne s'est pas calmé. Il a tué trois innocents. Ce scénario classique, les journalistes ont dû les lire des dizaines de fois via nos communiqués avant et après l'élection de M. Macron qui en a fait sa Grande Cause Nationale, avant et après le Grenelle.

L'année dernière, deux enquêtes du *Monde* dédiées aux dysfonctionnements dans les commissariats et dans [l'institution judiciaire](https://r.newsletter-fatimabenomar.com/mk/cl/f/VMnbsKGfFtJElJjCgqcRNZviUYgKWHDB9AvmCKkArHWVYJLJOw_2lsuPzvBrWDIgvw6vgsoPNBtLQm-ost9m0U3488ncagG-0RHN0E8y7tYXWJyWQAhA8TQBoXlOBx-4WImS9pmHleuUwyDM43JXtUNtPk8lK94LRwemmLYNPiSpqpHE8FVppTLntGo9ZuGvSQ3dApszZFm94XMqmO9Rio7xbTNs32RElpHiEYbAVrBpM2puTfZJUl6xJ1LcO1FYQZNp2DpV0KBtPWWuzvudcWXmE-ZLfb9Ne0aHZNlJ_7lYv_27gJDw3Ed-Y7a7MdbzpKY1p8I6lRANbyk) nous apprenaient qu'en 2018, une victime de féminicide sur 3 avait porté plainte ou déposé une main courante. Une étude du parquet général d’Aix-en-Provence nous apprenait qu'une plainte sur 4 avait été classée sans suite. Une enquête de l'Inspection Générale de la Justice nous apprenait que sur 88 cas analysés, la durée moyenne de l’instruction était de 17 mois, que dans 41% des cas, la victime avait porté plainte ou déposé une main courante, qu'une seule ordonnance de protection avait été délivrée, que 80% des plaintes ont été classées sans suite.

En France, fin 2020,on délivre toujours trop peu et trop lentement les ordonnances de protection et les Téléphones Grand Danger, on met trop de temps à détecter et à prendre en charge les victimes menacées de mort, on ne les croit pas, on ne les prend pas au sérieux malgré le Grenelle et la formation annoncée des professionnels. Le budget dédié à la lutte contre les violences faites aux femmes n'a pas augmenté. Notre demande d'un milliard est toujours ignorée, alors même que dans le contexte de crise sanitaire actuel, les milliards sont débloqués dans plein de portefeuilles. Pas dans le nôtre. Pourquoi ?

**Syntaxe et délires associés... (ou exercice de rien)**

*Par José Vala*

Je m’adresse aujourd’hui aux admirateurs dévoués de la syntaxe, l’académique conformiste qui, du haut de sa normalité scolaire t’explose la tête chaque fois que, distrait, tu alignes les mots dans un désordre que les bibliothécaires de la langue française qualifient dédaigneusement de capharnaüm linguistique ou délire syntaxique. Toi, ta langue, française ou autre, elle est plus vivante que jamais et elle a bien l’intention de le rester en sortant des sentiers battus avec des expressions tantôt bien léchées (et c’est peu dire quand on parle de langue) tantôt taillées à la serpe.

Toi, tu es un charpentier de la sémantique. Avec tes gros doigts, armés de ciseaux à tailler ce bois noble dont sont faits les mots, tu les malaxes, les tritures (jusqu'à ce que ça te cause), tu les berces de tes envolées sans élan, tes descentes sans filet, tu les captures pour mieux les laisser libres de dire les images. La sainte Axe, comme disait l’autre, toi, tu t'en b… parce que l'académie des zarts et de l'être n'est pas ta tasse de thé vu que ta boisson favorite à toi est l'expresso réduit à sa plus simple expression... Et la plus simple expression, c'est ce que tu vises droit dans les yeux de ta rhétorique... Tu cherches le mot, l'indivisible mot, qui résume, à lui seul, la vie.

Tu t'éclates, tel un décorateur de la "page blanche", à agencer les léxèmes selon ton inspiration instantanée. Tu manies le Polaroïd de ta saint Taxe... tu actionnes la poulie du saint axe, là où coulissent les maux, les mots qui marnent pour, quelquefois, prendre le non sens que tu leur donnes... Toi, ta syntaxe, c'est le désordre, c'est placer les mots devant un miroir et les forcer à aller voir de l'autre côté,... c'est leur parler à mi-voix pour déverrouiller leurs sens, prendre leurs syllabes pour leur donner le seing, les nourrir à des perceptions aussi multiples que le mouvement,... Tu les emmènes en voyage sans bouger d’un pas et, cheveux au vent, ils te décoiffent les acquis, te rendent au centuple ce que tu leurs prends.

La syntaxe, toi, tu t’assois sur sa branche linguistique, tu lui apprends à parler ton latin à toi dans des combinaisons, tantôt sexy, tantôt brut sorties de ta distillerie où brûle, en permanence, le feu de la terminologie anarchique. La syntaxe, vue de ton hublot, c’est un ultralibéral qui, des sommets de son académie, voudrait t’obliger à passer par l’épée tous les déclamateurs dissidents de la théorie sémantique castratrice. Toi, on te donne une image et tu en fais un puzzle de mots, on te donne un mot et tu en fais une image composée par les syllabes plus ou moins onomatopéiques… de tes pensées.

La sainte Axe, elle, est une sacrée farceuse. Elle voudrait que tu la suives pour mieux t’enrouler dans son filet de règles établies. Et tu sais ce que je pense des règles établies pour contrôler les mouvements… Ne te laisse pas prendre au jeu des règles trop bien polies pour être droites… Et si un beau parleur vient te discourir de stylistique (styly stick, ça existe aussi), de pronom explétif, de phénomènes de rection et autres termes obscurs destinés aux hyper spécialistes, érecte-toi, prends les jambes de tes mots à ton cou et éloigne-toi de ce "aie confiance" qui essaie de t’endormir la pupille perceptive de sensations verbales parce que, toi, le formalisme académique t’ennuie comme t’ont, toute ta vie, ennuyé les bacs à sables délimités par des barrières.

La linguistique est un grand terrain vague que des sapients ont balisé de leurs principes pour délimiter ta capacité à dépasser les bornes. Or, toi, l’antirouille de ta vie est la désobéissance et transgresser l’héritage des latino-hellénistes forcenés, dieux ou pas, est un de tes jeux favoris. On s’amuse comme on peut. Tu joues avec moi ?...

*Note : écrit sans additifs… Toutes les images, au propre ou au figuré, sont la propriété de l’auteur des ce "torchon" propre à essuyer les fesses des idées reçues… idées reçues, oui et parfois en pleine poire, je te l’accorde.*

[Chroniques du règne de Manu le Petit](https://www.facebook.com/hashtag/chroniquesdur%C3%A8gnedemanulepetit?__eep__=6&__cft__%5b0%5d=AZWMxY44ecR5ZZ88JUbWvczfXDxaS-5b3dqRV64nGbOxmLRjH0tR-89RX15t-kTNoGYYIpfW40eOl6S01xV6sc0FblbX0ixcWs8mXnAv6x14DR6atfclLKRBimkBrthNrCLYdbXQerTyFLoFrNBhfxCyOU1Rna9dGApFNZ5Zb_U-bjMTZ0Lfr2EhdY1ajebZcBbOyeBVPG7n8Dl258lERTgh&__tn__=*NK-y-R)

*Par Julie d’Aiglemont. Illustration par elle-même*

**Chronique du dix septième jour du mois de décembre en l’an de disgrâce 20… Où il est question de bamboche nocturne, de potion magique et de mystérieuses incantations…**

Tous les gazetiers nourris-aux-croquettes étaient en émoi. On fit dire des neuvaines et brûler des cierges pour la guérison du Roy. A l'annonce de la maladie de Notre Scrofuleux Tyranneau, le baron du Cachesex courut aussitôt se calfeutrer dans son hôtel de Matignon avec toute sa maisonnée, plantant le Chevalier d’Alanver au beau milieu d'une conversation.

Les médicastres en charge de la santé de Sa Capricieuse Turpitude entamèrent des recherches pour savoir qui avait bien pu répandre les miasmes délétères. C’était là chose impossible tant Notre Vibrionnant Zebulon avait vu de monde, pressant tendrement ici des épaules, se penchant là avec gourmandise vers des poitrines musclées sous les pourpoints. On conjectura même que, par bonheur, ce fâcheux de Gracchus Mélenchonus eût pu contracter la maladie. Las ! Le tribun se trouvait à fort bonne distance du Roy lors du dîner où avaient été conviés les chefs des Factions du pays. Gracchus se laissa fort complaisamment écouvillonner. Les miasmes ne l’avaient point atteint. Il le fit savoir.

Il allait tout autre pour l’entourage de Sa Toussotante Petitesse. Il apparaissait en effet que deux jours plus tôt, un dîner de dix couverts avait réuni Ses plus Virils et Fidèles Grognards. En plein couvre-feu, on avait bamboché jusqu’après les minuit. Tous étaient atteints. La Reine-Qu-On-Sort se retira dans ses appartements. On fit mander au Château dans le plus grand secret le Savant de Marseille, celui qu’on appelait aussi le Professeur Klorokine, muni de sa médecine qui avait tiré d’affaire madame la baronne Tine de la Vasse. On le fit entrer dans la chambre de Notre Palichon Biquet par une porte dérobée. Il ne fallait surtout pas que le Chevalier d’Alanver l'apprit. Le bon duc de Béarn, qui comptait parmi les convives de ce fatal souper s’en fut pour sa part se confiner sur ses terres. Il confia sa vie à sa chère Bernadette Soubirou.

Les Riens et les Riennes, que les Lucarnes Magiques abreuvaient de conseils toute la sainte journée sur ce qui était hautement proscrit, et sur qui pleuvait comme à Gravelotte une pluie d’ordres et de contre ordres - dont le ridicule le disputait à l’inanité - ricanaient sous cape. Ce n’était point des neuvaines qui se murmuraient au fond des chaumières, mais des incantations d’une tout autre nature.



Brève chronique relatant le passage de l’an 20 à l’an 21

Par décret royal, en ce soir de la Saint Sylvestre, le couvre-feu s’imposait à tout le pays et ce dès après les vêpres. Les Riens et les Riennes usèrent de ruses pour se réunir et ripailler comme ils en avaient coutume. Le duc du Dard-Malin avait fait se déployer dans chaque rue des escadrons d’argousins afin de courir sus aux renégats. Le Roy, qui n’avait point souhaité la Noël à Ses sujets, s’invita dans toutes les chaumières par le truchement d'une Lucarne Magique. Dans bien des foyers, on lui ferma la porte au nez. On usa des lucarnes comme des cages des perroquets importuns, en les recouvrant d’une épaisse couverture.

Il s’en trouva cependant qui écoutèrent l’allocution, afin de la raconter aux autres pour s’en moquer. Notre Petit Camelot leur assena tout d’abord, l’air creux et faussement pénétré, la lecture de son Catalogue de la Manu-Facture de la Starteupenéenne, d’où il ressortait que tout durant cette année avait été fait au mieux. Son Hagiographique Suffisance continua ensuite en nommant par leur prénom quelques braves signalés à son attention par ses Conseillers pour s’être pieusement illustrés pendant l’épidémie. Ils furent béatifiés. Après le Catalogue, on était passé aux Riches Heures de l’An 20 et à la Vie des Saints.

Puis ce fut l’estocade. La Croisade de la Sainte Vaccine piétinait. Il fallait accélérer l’administration du sérum à tous. Les renégats et les apostats seraient farouchement poursuivis, ou ils périraient, faute de soins dont on les priverait afin de les punir. C’était là ce que le bon duc de Béarn appelait «l’ordre naturel des choses». Ainsi se finit donc cette an(n)us horribilis, au Royaume du Grand Cul-par-dessus-Tête. Notre Glorieux Pipoteur avait parlé mais tous comprenaient qu'il en irait de la vaccination comme il en était allé des masques, des alcoolats et des écouvillonages. C’était tout dire.

La République. Oui, mais laquelle ?

*Par Patrick Le Hyaric.*

L’une des tares qui caractérisent notre époque tient au sort qu’elle réserve aux mots. Dans ce monde où la démocratie tend à se résumer à la communication électorale, ils font l’objet d’un malaxage permanent. Ainsi en va-t-il du mot «République», dont la charge symbolique est désormais telle qu’aucun groupement politique ne le récuse. Il n’en a pas toujours été ainsi. On pourrait dire «tant mieux !» et se satisfaire que ses ennemis d’hier (l’extrême droite), et d‘avant-hier (la droite bonapartiste comme orléaniste, LR comme LaREM), s’y reconnaissent désormais. Mais ce serait faire l’impasse sur les glissements que ces adoptions tardives du mot ont permis, sur le long terme, d’opérer sur la chose.

Insistons d’abord sur le fait que la récupération/redéfinition du concept de république est rendue possible par le flou qui entoure sa définition. Car cette forme de gouvernement a connu, depuis l’ère des révolutions qui balayèrent les anciens régimes, un succès foudroyant. Si bien qu’aujourd’hui la très grande majorité des pays à travers le monde s’en réclame, dont quasiment tous les régimes postcoloniaux. Son principe pourrait se résumer à l’opposition qu’elle instaure aux formes de gouvernement d’anciens régimes reposant sur un pouvoir héréditaire ou dynastique. Il semble difficile d’aller plus loin : la Chine qui se dit communiste, l’Iran théocratique, les Etats-Unis ultra-capitalistes et libéraux s’affirment tous «républiques». A contrario, la Grande-Bretagne, la Belgique ou la Suède sont fondés sur un pouvoir dynastique, aux prérogatives certes limitées, et récusent le concept. Il n’y a donc aucun lien direct entre la forme républicaine de l’État et le niveau des libertés démocratiques ou la qualité des droits sociaux qui s’y déploient.

On ne peut donc raisonner abstraitement lorsque l’on interroge le concept de «République», comme le font trop souvent la droite et le pouvoir pour légitimer leur autoritarisme. En France, il s’enracine dans un seul et monumental évènement, la Grande révolution de 1789 et ses suites immédiates et plus lointaines. Or, c’est par l’action révolutionnaire que fut instituée la République en 1792 en prenant appui sur la Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen. C’est par l’action révolutionnaire qu’elle fit son retour en 1848, et c’est par l’action révolutionnaire encore qu’elle renaquit lors de la Commune qui institua, entre autres avancées décisives, la première séparation des Eglises et de l’État et s’inspirait fortement de la première République. Et c’est par l’action et la pression socialistes que la République renaissante consolida ses bases par une série de grandes lois démocratiques garantissant les Droits de l’Homme et du Citoyen. C’est encore par l’action des masses populaires et de leurs organisations, dont le Parti communiste français qui joua un rôle décisif, que la république sut se faire démocratique, sociale et laïque, du Front populaire à la Libération en passant par la victoire de la gauche en 1981. C’est donc par l’action démocratique que la République aura gagné, en France, ce fort contenu progressiste qui s’évanouit peu à peu.

**République et démocratie**

Il est aujourd’hui de bon ton d’opposer République et démocratie, l’une garantissant les pouvoirs de l’État sur la société, l’autre celle de la société sur l’État. L’histoire nous enseigne que cette opposition est tout à fait stérile pour quiconque vise à dépasser l’ordre établi et à briser le monopole du capitalisme sur nos sociétés. Car si l’État tend aujourd’hui à récuser toute forme d’intervention démocratique, institutionnelle comme citoyenne, c’est précisément en octroyant au capital, par des choix politiques, un pouvoir exorbitant par divers règlements, les privatisations, l’intégration à l’Europe libérale.

Amputer la république de l’exigence démocratique, c’est la condamner à n’être qu’un signifiant autoritaire au service d’un exécutif et d’une machine technocratique de plus en plus puissants et intimement liés aux institutions du capital, financières (banques et assurances) et politiques (institutions européennes et ministère des finances, entre autres). Bref, une république bourgeoise qui se refuse au compromis avec les classes populaires. C’est cette définition de la République qui tend aujourd’hui à s’imposer et que le texte de loi présenté par le gouvernement prétend « renforcer », sous prétexte de laïcité, et sous les applaudissements de la droite et de l’extrême droite qui n’ont d’autre ambition que d’en renforcer les pires aspects.

Cette République «libérale-autoritaire» se manifeste par sa défiance perpétuelle envers des catégories de la population jugées non conformes au moule d’une république amputée de ses missions sociales et de son aspect démocratique, d’une méfiance également vis-à-vis des assemblées locales mises sous tutelle préfectorales. Cette conception est un poison mortel pour l’idée que nous nous faisons d’une République qui soit à la fois et indissociablement démocratique, sociale et laïque. La République française ne saurait se résumer ni à ses frontières, ni à sa culture forgée à travers les âges, ni à un régime de contraintes. Depuis la Révolution française et la fondation des principes républicains, elle est une nation civique, c’est à dire perpétuellement renouvelée par le contrat social et politique censé unir ses membres, fondé sur la liberté, l’égalité et la fraternité. Voilà le sens que la Révolution a donné à la République, et voilà ce que nous entendons par République.

**Confusions liberticides**

Une partie du pouvoir dont les ministres de l’intérieur et de l’éducation nationale, la droite et l’extrême droite sèment de terribles confusions. Non, les valeurs, qui ne sont d’ailleurs jamais précisées, ne sauraient s’imposer à tous. Personne n’est tenu en France d’être laïc, partisans de la liberté ou de l’égalité. Voilà qui serait parfaitement contraire à la laïcité qui garanti liberté de conscience, de l’exercice des cultes et de leur manifestation jusque dans l’espace public. Pas plus que personne n’est heureusement tenu d’être conforme à quelque prescription morale que ce soit.

Si la République réclame des efforts de chacun pour se conformer aux lois, il faut que celles-ci soient l’émanation d’un contrat civique et social entre ses membres et qu’elles ne briment en aucun cas les aspirations individuelles ou collectives. C’est le droit et le droit seul, par les lois et les lois seules, conformes aux prescriptions révolutionnaires de 1789, qui s’impose à chacune et chacun. C’est la raison pour laquelle leur élaboration doit se faire avec la plus grande prudence en fixant au strict nécessaire des limites à la liberté d’expression, et en ne cédant à aucun opportunisme électoraliste. Ce n’est malheureusement que trop rarement le cas, comme en témoigne l’inflation de lois dont le bilan n’est jamais fait, qui s’additionnent et se répètent souvent au détriment de leur intelligibilité.

**République, laïcité et visée communiste**

En France, la laïcité protège l’État des religions dans la mesure où celui-ci garantit à chaque citoyen, quelque soit ses opinions, des droits imprescriptibles, dont la liberté absolue de conscience. Dans la mesure, également, où cet État se refuse à toute forme de discrimination et, au contraire, se veut le creuset des différences par un contrat de citoyenneté qui unit chacun de ses membres. Démocratique, sociale et laïque : sans ces trois conditions et sans cet ancrage, la République n’est qu’une coquille vide qui vogue au gré des vents, même des plus mauvais. En les réunissant, elle est une condition nécessaire du déploiement des combats et d’une visée communiste.

**Des dieux aux truands**

*Par Jacques-Robert Simon. Illustration glanée sur le net par Iradj Ziaj*

Les religions monothéistes ont toujours montré une violente répulsion envers l’argent et la finance. Pourquoi ? Une collectivité est animée par deux forces antagonistes et irréconciliables, l’une d’ordre qualitatif (l’amour, les sentiments, les instincts…), l’autre quantitatif (le poids, la masse, la vitesse, la fortune, le nombre d’échanges…). Un dirigeant est censé être purement rationnel, donc quantitatif, les dirigés sont pensés comme guidés par l’affectif et les émois, donc qualitatifs. Il est incontournable que le comportement d’une foule, comme un nuage électronique assurant le passage du courant électrique, n’a rien à voir avec celui d’un individu ou d’une particule isolée. Il est toutefois possible d’informer, d’éclairer honnêtement une multitude mais ce n’est généralement pas le chemin emprunté.

L’intelligence collective n’a rien à voir avec l’intelligence, elle consiste à former des pyramides hiérarchiques permettant une immense division du travail et une coordination des tâches par des responsables. Pour faire partie des dirigeants il faut que le plus grand nombre supporte (ou obéisse à) une petite minorité, c’est le prix à payer pour une organisation efficace des productions. Être le plus près possible du sommet de la pyramide représente souvent l’aboutissement d’une vie. Le sens de la hiérarchie s’établit dans les temps primitifs à coups de gourdins. Des suzerains locaux surent ensuite rassembler des forces à leur service pour n’avoir pas à se battre contre les manants. La cheffitude devint plus tard affaire de lignée, le roi s’adjoignant un dieu pour pouvoir régner plus aisément sans partage. La République essaya de confier le pouvoir au peuple, mais il ne devait pas rester longtemps dans ses mains car les réformes absolument nécessaires pour ce faire provoquèrent une résistance désespérée de tous ceux qui s’estimaient lésés, chez tous ceux satisfaits du régime en place. Si l’on décide de favoriser les humbles au détriment des nantis, rien ne pourra empêcher l’utilisation de la force car les forces dites naturelles, c’est à dire inégalitaires, seront inévitablement les plus fortes. Il convient donc toujours et partout d’accepter l’inégalité et de la promouvoir grâce à un pouvoir inaccessible. Le dieu chrétien a exercé ce rôle durant des millénaires, la formule ayant montré ses limites, il fallut le remplacer.

Le troc, l’échange, diverses formes de monnaie sont concomitants de toutes espèces vivantes, l’homo sapiens n’ayant fait que perfectionner les modalités de transaction. Les religions affichent pourtant méfiance ou hostilité vis-à-vis de l’argent. En Mésopotamie, 3500 ans avant notre ère, les Sumériens possédaient un système de comptabilité dont on se servait pour recenser les dettes, les prêts et les amendes. Dans le Livre de l’Exode, vers le VIIe siècle av. J.-C.Yahvé ordonne à Moïse : «Si tu prêtes de l’argent à un compatriote, à l’indigent qui est chez toi, tu ne te comporteras pas envers lui comme un prêteur à gages, vous ne lui imposerez pas d’intérêts». Dans le Deutéronome à peu près contemporain, le législateur biblique précise: «À l’étranger, tu pourras prêter à intérêt, mais tu prêteras sans intérêt à ton frère». Dans l'Évangile de Marc et de Luc 20, 47, Jésus accuse les autorités du Temple de voleurs, dont leurs victimes ne sont que de pauvres veuves. Par la suite, l’Église interdit clairement les pratiques usuraires, qui exploitent la situation de ceux qui sont dans le besoin et l’usure est condamnée par plusieurs conciles. Le pape Urbain III, en 1187, condamne toute forme d’intérêt en référence à Luc : «Prête gratuitement, n’espère rien en retour». La doctrine diffère chez les protestants, puisque Jean Calvin distingue les «prêts de secours», qui doivent être gratuits, et les «prêts de production» qui ne le sont pas. Les théologiens s’employèrent a identifier les cas dans lesquels des prêts peuvent être rémunérés lorsque un éventuel dommage ou d’un risque est pris. Dans le Coran, la pratique de l’usure constitue un péché d’une extrême gravité : «Ô les croyants! Ne pratiquez pas l'usure en multipliant démesurément votre capital.». Née dans les années 1970, la finance islamique propose des prêts en tenant compte l’interdiction de l’intérêt, par exemple en se mettant d’accord par avance avec l’emprunteur sur le partage des profits obtenus grâce au prêt. L’encours de la finance islamique est estimé à plus de 2 500 milliards de dollars, elle représente un peu plus de 1 % de la finance classique, ce qui permet d’avoir une idée de l’immensité du flot financier.

Par touches successives, le divin d’essence qualitative tend à se diluer dans la pragmatique finance, l’argent tend à remplacer le dieu-amour comme absolu. Leurs natures, l’un divisible à l’infini l’autre pas, comme leurs applications les rendent parfaitement incompatibles. Beaucoup d’ailleurs ont pu s’en rendre compte lors d’une succession entre «frères». Il y a environ 1000 personnes au monde qui possèdent plus d’un milliard de dollars, 22 millions ont entre leurs mains de 1 à 5 millions de dollars, une nouvelle pyramide hiérarchique prête à régenter le monde est en place.



Les pragmatiques prenant la place des croyants, tout semble indiquer le sens du progrès ! Toutefois, il a été noté que «Nous ne blâmons pas le capitalisme parce qu’il forme l’inégalité, mais pour favoriser l’ascension de types humains inférieurs»(1). Un doute est émis sur la qualité de l’élite qui se constitue. Mais il ne s’agit pas seulement d’une citation, c’est aussi d’une constatation scientifique publiée par Paul K. Piff le 27 février 2012 dans la revue Proceedings of the National Academy of Sciences (PNAS) : plus on est riche, plus on triche. Des chercheurs américains et canadiens ont montré l'existence d'une relation entre une élévation dans la hiérarchie sociale et un manque d’éthique au niveau individuel. Une des expériences a consisté à placer 200 personnes devant un jeu informatique permettant de lancer des dés : une somme d'argent était promise si le score atteint après cinq lancers était élevé. Mais le jeu était truqué et ceux qui rapportèrent des scores supérieurs à celui des expérimentateurs avaient triché. Même en tenant compte de nombreux autres paramètres comme l'ethnie, le sexe, l'âge, la religiosité, l'orientation politique, le seul déterminant "classe sociale" permettait de prédire la propension à tricher.

Ce lien entre la hauteur de statut social et une moralité douteuse serait dû "à une perception plus favorable de la cupidité". D’autres expériences montrèrent que les personnes possédant un statut social élevé étaient plus sujettes à faire des infractions au code de la route, étaient davantage tentés de prendre le bien d’autrui, mentaient plus facilement lors de négociations et trichaient plus facilement lors de jeux. Une civilisation peut s’établir sur la fausseté d’une croyance si la classe dirigeante qu’elle engendre présente les qualités morales requises, au moins pour une forte minorité. Si le mode de sélection favorise au contraire la cupidité et le bien-être personnel, la cohésion nécessaire à toute société tend à disparaître. Il faut pouvoir partager entre tous ce qui est indéfiniment sécable, c’est à dire pas les biens matériels.

*(1) Nicolás Gómez Dávila (1913-1994), écrivain et moraliste colombien réactionnaire, catholique traditionaliste (ndlr)*

Protéger la vie privée aujourd’hui, c’est rester libre demain.

*Par Jancry*



La Gauche Cactus est éditée par

l’association « Le cactus Républicain »

**Responsable de la publication**: Jean-Luc Gonneau

**Rédaction en chef** : João Silveirinho

**Éditorialistes**: Sylvain Ethiré, Jacques-Robert Simon, **Conception**: Jean-Christophe Frachet, Jancry **Humeurs** : Mick et Paule, **Grande Reportère**: Florence Bray.

**Adresse et abonnement** : Le Cactus Républicain - *J.L. Gonneau* 31, rue de la Courneuve, Bat.B1 93300 Aubervilliers **Courriel :** redaction@la-gauche-cactus.fr

*Les manuscrits, pédiscrits, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.*

Elles/ils écrivent/dessinent dans La Gauche Cactus :

David Hassan Abassi, Ahmed Abbes, Mina Ahadi, Aram Aharonian, Julie d’Aiglemont, Madjid Ait Mohamed, Patrick Alexanian, Gilles Alfonsi, Mahin Alipour, Anne Alize, Jean-Paul Alletru, Gérard André, Jacques Ansan, Jean-Michel Arberet, Elie Arié, Jacques Atlan, Fabrice Aubert, Rémi Aufrère, Robert Ausseur, Clémentine Autain, Aveclotantousenva, Gilles Bachelier, René Balme, Jérôme Baloge, Paul Baquiast, Jean Baumgartein, André Bellon, Gérard Belorgey\*, Jean-Michel Belorgey, Fatima Benomar, Abdelhak Berheri, Géraldine Biaux, Grace Blakeley, Florence Bray, Danielle Bleitrach, Boaventura de Sousa Santos, Atilio A. Boron, Gérard Borvon, Said Bouamamas, Jean-Pierre Boudine, Barbara Bouley, Alain Bousquet, Hugues Bousquet, Patrick Braibant, Florence Bray, Jacques Broda, Alain Brossat, Jean-Philippe Brunet, Sylvain Brouard, Fernando Buen Abad Domínguez, Marie-George Buffet, Olivier Cabanel, Michel Cabirol, Cadoudal, Michel Caillat, Philippe Callois, Isabelle Cappe, Aloys Carton, José Caudron, Jean-Claude Charitat, Jean-François Chatelat, François de la Chevalerie, Mahor Chiche, Sophia Chikirou, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Collectif Les Effronté.es, Maxime Combes, Samira Comingand, Albano Cordeiro, Sandra Cormier, Fabienne Courvoisier, Alastair Crooke, Jacques Cros, Andy Crups, Leïla Cukierman, Shala Daneshfar, Pedro Da Nobrega, Georges Debunne, Jacques Decaux, Jacques Declosménil, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Monique Dental, Emmanuelle Depollier, André Depouille, Elisabeth Dès, Virginie Despentes, Antonio Dias, Françoise Diehlmann, Jean-Michel Dodd, Evelyne Dubin, Béatrix Dupraz, Marlène Dupraz, Emmanuel Dupuy, Pierre Efratas, Amine El Khatmi, François Esquer, Sylvain Ethiré, Marcel Etienne, Jean-Pierre Evard, Michel Evrard, Jacques Fath, Elsa Faucillon, José Pablo Feinmann, Eric Ferrand, Andrés Ferrari Hains, Jean-Claude Fiemeyer, Yann Fiévet, Alain Foix, Martial Foucauld, Jean-Jacques Fouché, Jean-Christophe Frachet, Geneviève Fraisse, René Francal, Jacques Franck, Eduardo Galeano, Gabriel Galice, Stéphane Gatti, Christian Gautier, Gévé, Séverine Gille, Vincent Glenn, Jean-Luc Gonneau, Philippe Goubault, Allain Graux, Denis Griesmar, Jacques Grieux, Serge Grzesik, Pierre Guerlain, Vincent Guillot, John Hagelin, Eric Halphen, Jack Harmand, Jacky Hénin, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux\*, Michel Hulin, Jancry, Diana Johnstone, Fabienne Jouvet, Mahamadou Ka, Saül Karsz, Alain Kerjan, Eddy Khaldi, Liet Kynes, Lionel Labosse, Dominique Lacout, Marc Lacreuse, Nathalie Laillet, Denis Langlet, Diane Le Béguec, Olivier Le Cour Grandmaison, Hervé Le Crosnier, Jacques Le Dauphin, Alain Le Dosseur, François Ledru, Jean-Pierre Lefebvre, Michel Lefebvre, Jean-Claude Lefort, Jeannick Le Lagadec, Patrick La Hyaric, Christian Lemasson, René Lenoir, Marie-Françoise Lepetit, Eve Lerner, Estelle Leroy-Debiasi, Didier Le Scornet, Jean-François Le Scour, Antonio Lobo Antunes, Marie-Pierre Logelin, Jacques Lombard, Mercedes Lopez San Miguel, Frédéric Lordon, Doc Lottin, Loulou, Alexis Lucas, François Lucas, Benoist Magnat, Jean-Claude Mairal, Roland Maire, Azar Majadi, Jorge Majfud, Oliver Makepeace, Dimitri Makrygiannis, Marc Mangenot, Roger Martelli, Laurence Matignon, Jérôme Maucourant, Chloé Maurel, Nora Merlin, Hervé Mesdon\*, Georges Michel, Mick et Paule, Patrick Mignard, Tarik Mira, Yvonne Mignot-Lefebvre, Giorgos Mitralias, Fatiha Mlati, Michel Moine, Ricardo Monserrat, Arnaud de Morgny de Maeyer, Jean-François Morin, Alain Mouetaux, Arnaud Mouillard, Eric Mouron, Joël Murat, Maryam Namazie, Michel Naudy\*, André Nouschi, Paul Oriol, Vincent Ortega, Oussama, Paloma, Henri Paris, Pierre Pascallon, Pierre Payen, Jean-René Peltier, Antonio Pereira Nunes, Patrice Perron, Jean-Pierre Petit, Michel Peyret, Eric Pichet, Michel Pillier, Rui Poças, Rafael Poch, Michel Portal, Thomas Posado, Gérard Prémel, Gabriel Puricelli, Gérard Raiser, Amir Ramses, Guy Ratane-Dufour, Alberto Riboletta, Anne-Cécile Robert, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Maria Graziella Rodriguez, Michel Rogalski, Régis Roquetanière, Alain Ruscio, Claude Sam\*, José Sanchez, Otavio Santos, José Saramago\*, Emmanuel Saussier, Scribrouge, Youssef Seddik, Cristina Semblano, Luis Sepulveda\*, Marc Silberstein, Patrick Silberstein, João Silveirinho, Karim bey Smail, Claude Soufflet, Laurent Tarillon, Matthias Tavel, Paulo Telheiro, Antoine Thivel, Pierre Thomas, Patrick Trannoy, Sophie Troubac, Denis Troupenat, Alain Uguen, Bernard Uguen, Rémi Uzan, José Vala, Bruno Valentin, Jérôme Valluy, Jean-Robert Velveth\*, Christophe Ventura, Marie-Christine Vergiat, Michèle Vianès, Claire Villiers\*, Paul Vincent, Eugenio Raul Zaffaroni, Louis Weber, Louie Wyler, Olivia Zemor, Laure Zudas, Nadine Zuili…

*\*Hélas décédé-es*

## Et en plus, sur notre site, des textes et graphismes d’autres auteurs :

Paul Alliès, René Assandri, Bansky, Jean-Pierre Berlan, Jean-Marie Berniolles, Jean-Christophe Bonté, Jean-Bricmont, Etienne Chouard, Pascal Colrat, Jeremy Corbin, Enguerrand Delion, Marc Dolez, Goutal, Jérôme Guedj, André-Jacques Holbecq, Etienne Imer, Jancry, Raoul-Marc Jennar, Monica Karbowska, Jean-Jacques Lemarchand, Maurice Lemoine, Herwig Lerouge, Henri Maler, Maurice Martin, Patrick Mignard, Marie-José Mondzain, Christophe Ramaux, Serge Regourd, Emir Sader, Pierre Thomas, Joël Yoyotte-Landry, Philippe Zafirian, Didier Zuili …

## Elles/ils ont participé aux cafés-débats de la Gauche Cactus :

Paul Alliès, Clémentine Autain, Géraldine Biaux, Hamida Bensadia, Jean-Pierre Berlan, Agnès Bertrand, Jean-Christophe Bonté, Claude Boucher, Camille Cabral, Etienne Chouard, Eric Coquerel, Alexis Corbière, Michèle Dessenne, Jean-Claude Fiemeyer, Geneviève Geay, Susan George, Jean-Luc Gonneau, Jérôme Guedj, Eric Halphen, Pierre Henry, Diana Johnstone, Monika Karbowska, Olivier Keller, Suzanne Körösi, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Jean-Pierre Lefèvre, Henri-Georges Lefort, Laurent Levard, Pascal Lusso, Marc Mangenot, Fernanda Marruchelli, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva\*, Marco Antonio Rodrigues Dias, Dominique Rousseau, ChristianeTaubira…

Consultez notre site

[www.la-gauche-cactus.org](http://www.la-gauche-cactus.org/SPIP)

Des textes, des idées, tous les numéros de la Banquise et de la Gauche Cactus…et de l’humour en plus !